

Le développement grâce à l'émigration ?

Article de Alexander King, publié le 4 mai 2019 sur le site *NachDenkSeiten*

Alexander King est docteur en géographie. Pendant ses études et la préparation de sa thèse il a fait plusieurs séjours de recherche en Haïti.

(traduction de l'allemand : Marlyse Thommen)

S'il s'avérait que les envois d'argent des migrants vers leurs pays d'origines y produisent des effets de développement importants, Haïti devrait se porter magnifiquement. Pourtant la réalité est toute autre.

Haïti compte comme pays le plus pauvre de l'Amérique latine. 11 millions de personnes vivent dans cet Etat des Caraïbes. Leur espérance de vie moyenne est de 60 ans et se trouve ainsi sensiblement en dessous de celle de leurs voisins à Cuba (80 ans) et en République dominicaine (74 ans). La mortalité infantile se situe à près de 7% et est aussi élevée que nulle part ailleurs en Amérique latine. Le revenu per capita se situait en 2017 près de 765 \$US ; par comparaison : aux USA, il était près de 59 532 \$US, soit un rapport de 1 à 78. Même en incorporant la parité de pouvoir d'achat dans la comparaison, la relation resterait de 1 à 33. Qu'une telle asymétrie produise de la migration n'est pas étonnant. Mais il a fallu d'autres facteurs pour faire de la migration, qui a toujours eu lieu dans une certaine mesure, un phénomène de masse.

Encore en 1960, environ 5 000 Haïtiens vivaient aux USA, 676 000 en 2015. Au total on estime à 2 000 000 le nombre de Haïtiens vivant aujourd'hui à l'étranger. La migration massive s'est installée au milieu des années 80. A cette époque, la Banque Mondiale s'est mise à pratiquer un programme de développement néo-libéral. Elle a imposé une baisse radicale des tarifs douaniers haïtiens. La sécurité alimentaire ne devait plus être assurée par la production et les marchés locaux, mais par l'accès à de la nourriture importée bon marché.

Le fait que les produits importés depuis les USA allaient inonder les marchés haïtiens, poussant les paysans à abandonner leurs villages, avait été pris en compte par la Banque Mondiale. Désormais les Haïtiens allaient devoir gagner leur argent sous la forme du travail salarié capitaliste, pour pouvoir ensuite acheter les produits importés. La fuite de la terre et une croissance explosive de la capitale Port au Prince en furent le résultat. Pourtant les ateliers de misère (sweatshops) qui absorberaient la force de travail libérée, devant produire pour le marché mondial des textiles à des conditions spéciales, n'ont pas connu le développement attendu. La concurrence de l'Asie s'est avérée trop forte. Et rapidement la migration s'est orientée vers l'étranger.

Dès le point de départ, la migration doit être comprise comme partie de la stratégie de développement néo-libérale. Cette stratégie parie sur la pleine mobilité – et pour le capital - sur une distribution « optimale » de tous les facteurs de production, y compris la force de travail humaine, en passant par les libres marchés globaux. Les envois de fonds des migrants s'inscrivent dans ce concept dans le sens qu'ils permettent à leurs familles restées au pays – privées de leurs moyens de production et de leurs marchés - d'acheter les produits importés.

Pourtant cette vision a été démentie par la réalité. S'il advenait que les envois de fonds des migrants vers leurs pays d'origine déclenchent une poussée de développement décisive, Haïti se trouverait depuis longtemps sur la voie de dépassement. Depuis des dizaines d'années, Haïti fait partie des pays qui, mesurés au PIB (Produit Intérieur Brut), accueillent les plus grandes quantités d'envois de fonds : avec une part de 29% du PIB, Haïti se trouve en 4^e position – après Tonga, le Kirgistan et le Tadjikistan et avant le Népal, les Comores et la Gambie.

Les Etats d'Amérique centrale comme El Salvador et le Honduras font eux aussi partie des plus grands destinataires d'envois de fonds, comme la Palestine, ou en Europe, le Kosovo et la Bosnie Herzégovine. A elle seule, cette liste montre qu'un lien positif entre les rentrées d'envois de fonds et le développement économique ne peut être supposé. Au contraire, il semble que la tendance soit la suivante : plus les pays reçoivent des envois de fonds, plus de personnes (doivent) prendre le chemin de la migration.

En 2002 la part des envois de fonds dans le BIP était encore près de 20%. Cette part est en croissance alors que l'économie reste en chute. Depuis le milieu des années 80 le PIB stagne (2017 : 1,2% de croissance) avec quelques crises explosives vers le bas et reste en règle générale en dessous de la croissance de la population. En comparaison avec les USA, la croissance du pouvoir d'achat est sensiblement tombée au cours des années de migration massive. Au cours des 20 dernières années l'écart s'est agrandi de 1:23 à 1:33.

« Haïti ne produit pas, Haïti est un marché », c'est la formule brève à laquelle des économistes haïtiens se réfèrent, lorsqu'ils résument les résultats de cette stratégie de développement. Au cours des trente dernières années (1987 à 2017), le bilan du commerce extérieur s'est considérablement détérioré : de 1:1,5 à 1:3. La

productivité recule sans arrêt, des tentatives vers un développement industriel ont disparu, l'agriculture n'est plus pratiquée pour des marchés locaux, mais tout au plus pour la subsistance, l'économie est complètement informelle. Les revenus ne s'obtiennent plus que dans la répartition (majoritairement informelle) des produits là où, précisément, grâce aux virements réalisés par les membres de familles à l'étranger. La dépendance des importations et l'inflation mettent massivement sous pression les groupes de populations qui ne perçoivent pas d'argent de l'étranger. Et il s'agit fort vraisemblablement de ceux qui ne disposent que de revenus particulièrement bas.

Plus d'un ménage sur quatre obtient des envois de fonds de membres de leurs familles ayant émigré à l'étranger. Mais ces fonds se répartissent très inégalement entre groupes de revenus : pour le cinquième de la population aux revenus les plus élevés, les envois de fonds représentent 25% de leur revenu, alors que pour le cinquième de la population aux revenus les plus bas la contribution est de 5%. Par conséquent il semble bien que les envois de fonds accentuent encore les disparités sociales.

Cette relation n'est pas aussi prononcée dans tous les pays. A quel point les ménages les plus pauvres participent aux mouvements migratoires (et donc aux renvois de fonds), dépend de la distance à surmonter et avec elle des mises financières à fournir au préalable et des perspectives professionnelles au lieu de destination.

Plus le niveau de formation d'un ménage haïtien est élevé, plus il est vraisemblable qu'un membre de famille émigre. Parmi les ménages au sein desquels les adultes ont accompli une moyenne de 12 années de scolarité, presque deux tiers d'entre eux ont des membres de famille à l'étranger, alors que pour les ménages sans formation scolaire il ne s'agira que d'un cinquième.

Ceci explique d'une part la répartition inégale des retours de fonds, et d'autre part cela rend attentif à un autre problème : la fuite des cerveaux. 80% de toutes les personnes nées en Haïti ayant obtenu un diplôme de Hautes Ecoles ou d'Ecoles supérieures professionnelles vivent à l'étranger. Même si une bonne proportion parmi elles ne terminent ces études qu'une fois à l'étranger, donc après la migration ; une hémorragie apparaît, qui se manifeste particulièrement dans le domaine médical, avec des conséquences désastreuses. Des médecins, infirmières, mais aussi des ingénieurs, dont Haïti aurait besoin pour son développement, sont perdus pour le pays. Les coûts de formation payés par la société haïtienne, vont au bénéfice des pays d'immigration, de potentielles recettes fiscales sont perdues.

Dans ces conditions, un effet positif de la migration et des envois de fonds qui lui sont liés, ne constituent donc pas un automatisme susceptibles d'améliorer le développement économique et social des pays d'émigration. Certes, ces envois de fonds peuvent donner des impulsions au pouvoir d'achat. Et bien évidemment ils peuvent constituer un allègement pour la situation des familles réceptrices. Mais d'un point de vue macro-sociétal, les effets sont fort dépendants des présupposés structurels dans le pays d'émigration. ils ne peuvent compenser l'hémorragie due à la fuite des cerveaux. Dans le pire des cas, ils peuvent même constituer un frein au développement dans la mesure où ils renforcent la dépendance à l'importation et affaiblissent le développement de la productivité locale.